(Check against delivery)

DISCOURS DE SON EXCELLENCE GILBERTO SILVA

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

DE CABO-VERDE

Marrakech, le 16 Novembre, 2016

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MESDAMES ET MESSIEURS

Au nom du Gouvernement du Cap-Vert, nous tenons à vous féliciter pour votre élection à la Présidence de la COP22. C'est avec un plaisir particulier que nous vous assurons de toute la coopération et la disponibilité de la délégation de Cabo-Verde, et remercions par votre intermédiaire, le Royaume du Maroc pour les conditions de travail exceptionnelles créées et l'accueil qui nous a été réservé.
À votre prédécesseur, nous remercions l'excellent travail accompli. Son dynamisme, dévouement, transparence et son leadership dans la conduite des travaux, ont été décisifs pour l'adoption de l'Accord de Paris.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'intervention du Cabo Verde va dans le sens des interventions faites par les illustres représentants du G77 + la Chine, le Groupe africain et l'AOSIS.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESDAMES ET MESSIEURS

Le Cabo-Verde se félicite de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris et congratule les États pour leur engagement, responsabilité, la réelle volonté politique affirmée, nous permet aujourd'hui de regarder l'avenir de la planète avec un espoir renouvelé.

Nous comprenons que la durabilité environnementale de la planète dépend de tous, bien que différemment. Le processus de ratification de cet important Accord, en ce concerne mon pays se déroule conformément aux exigences constitutionnelles et, nous sommes convaincus qu'il prendra fin dans les prochains mois. Dans le contexte

de la mitigation des changements climatiques à travers la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le Cabo-Verde, un pays de soleil et de vent, espère atteindre, jusqu'en 2030, un taux de pénétration élevé dans son réseau, des énergies renouvelables Nous sommes conscients de l'effort que notre petit état insulaire a, à faire afin de concrétiser cet objectif, et dans ce contexte, le soutien indispensable et coordonné de la communauté internationale et en particulier celui des Nations Unies est essentiel.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MESDAMES ET MESSIEURS,

Les conséquences du changement climatique constituent un défi important et une menace majeure pour le développement durable, en particulier pour les Petits États Insulaires en Développement (PEID). En fait, et en réalité, l'existence de certains d'entre eux, dépend de l'évolution du niveau des eaux océaniques.

L'incapacité de ce groupe d'États face à la violence des catastrophes naturelles dont ils sont malheureusement et cycliquement atteints, illustrent sans équivoque leurs vulnérabilités. Nous avons tous très présent dans nos mémoires le scénario catastrophique laissé en Haïti par le cyclone Mathew, retirant des centaines de vies, détruisant des infrastructures et plongeant dans la misère une partie importante de la population. Le Cabo Verde a subi, il y'a environ deux ans, les effets de l'ouragan FRED, qui, bien que n'ayant pas fait de victimes mortels, a toutefois, causé d'importants dommages dans les infrastructures, les terres et autres moyens de production, en particulier des familles les plus vulnérables. Ceci est, malheureusement, la réalité des PEID, qui doivent faire face à des phénomènes météorologiques extrêmes dont la fréquence et l'intensité croissante, associée à la vulnérabilité économique et à la faible réactivité de ce groupe de pays, peuvent annihiler

considérablement en quelques heures, les succès obtenus et construits pendant des années avec beaucoup d'effort et de sacrifice.

Il s'agit, pour de nombreuses îles, de la remise en cause, de leur propre survie, pour cela, la question des dommages-intérêts, dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, se révèle impératif et ne doit pas être négligé. Il est aussi, impératif que les mécanismes de financement climatique prennent en compte la nécessité d'allouer des fonds aux PEID, de manière prévisible, accessible et flexible.

Une attention particulière devrait être également accordée à la question du transfert de technologie et au renforcement de capacités pour ce groupe de pays, étant donné que ces pays sont ceux qui contribuent le moins au réchauffement climatique et sont parmi ceux qui en souffrent le plus et les moins préparés pour faire face à leurs effets dévastateurs.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESDAMES ET MESSIEURS,

Le rôle de l'agriculture dans la sécurité alimentaire, dans la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté n'a pas besoin d'être démontré. Dans mon pays, nous défendons que l'agriculture est et doit être reconnue comme faisant partie intégrante de la stratégie de la lutte contre le changement climatique.

Le Cabo Verde soutient pleinement « l'Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine aux Changements Climatiques" (AAA), vu qu'elle représente une étape importante vers la sécurité alimentaire en Afrique, en même temps, un moyen de lutte contre les effets négatifs du changement climatique. Nous approuvons entièrement

cette initiative et nous félicitons le rôle capital joué par le Royaume du Maroc dans cette initiative.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MESDAMES ET MESSIEURS,

Les défis que le changement climatique nous imposent, exigent une réponse collective. Nous sommes présents à Marrakech pour réaffirmer le ferme engagement politique de Cabo-Verde dans cette entreprise qui nous concerne tous.

MERCI.